

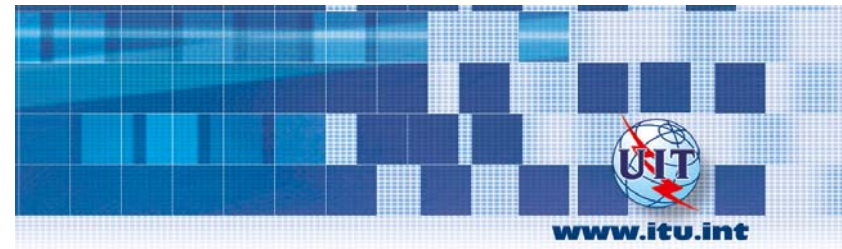


1 de 4

«Le téléphone ne nourrira pas les populations défavorisées et l'ordinateur ne remplacera pas les manuels scolaires, mais les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent constituer des outils efficaces pour résoudre des problèmes qui se posent au niveau mondial. Le succès remporté par le Sommet nous donne maintenant l'élan nécessaire pour y parvenir», a déclaré le Secrétaire général de l'UIT, Yoshio Utsumi, à la fin de la première phase (Genève, 2003) du Sommet mondial sur la société de l'information.

«L'édification d'une société de l'information inclusive passe par une approche multipartenaires. Pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés – dans des domaines tels que la gouvernance de l'Internet, l'accès, l'investissement, la sécurité, le développement d'applications, les droits de propriété intellectuelle et le respect de la vie privée – nous devons à nouveau nous engager à œuvrer ensemble en vue de tirer parti des avantages de la société de l'information», a-t-il ajouté.

Près de 50 chefs d'Etat, Premiers Ministres, Présidents, Vice-Présidents et 83 Ministres et Vice-Ministres de 176 pays se sont réunis à Genève pour approuver une Déclaration de principes – ou une conception commune des valeurs propres à la société de l'information – ainsi qu'un Plan d'action qui donne des orientations à suivre pour



concrétiser cette conception et mettre les avantages des TIC à la portée des pays mal desservis.

La seconde phase du Sommet aura lieu à Tunis en 2005 et permettra d'évaluer les objectifs ambitieux qui ont été fixés à Genève. Les deux années à venir avant la phase de Tunis s'annoncent chargées si l'on veut montrer que la société de l'information est sur la bonne voie. Il reste maintenant à atteindre les objectifs suprêmes fixés par le Sommet et notamment connecter à l'Internet toutes les écoles, tous les villages, toutes les administrations et tous les hôpitaux et permettre à la moitié de la population mondiale d'accéder aux TIC, le tout d'ici 2015.

La phase de Genève a permis à l'évidence d'inscrire la question des TIC à l'ordre du jour des préoccupations des responsables de la planète et a permis de dégager un consensus sur l'importance de la société de l'information qui doit être conçue dans un esprit constructif et façonnée dans l'intérêt de tous les habitants de la Terre. Les éminents participants sont par ailleurs convenus de l'importance des TIC en examinant un nombre élevé des grands problèmes sociaux, politiques, économiques d'aujourd'hui et en s'interrogeant sur le rôle déterminant que peuvent jouer les TIC dans la réalisation de nombre des objectifs fixés dans la Déclaration du millénaire.

© UIT 2004

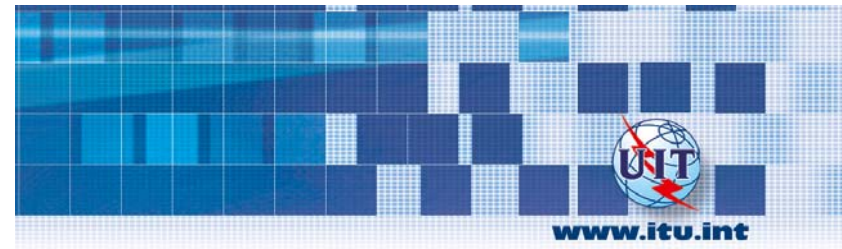


2 de 4

Le succès le plus notable de ce Sommet découle du consensus général obtenu sur le libellé d'une Déclaration de principes et d'un Plan d'action. Dans ce dernier, l'engagement formel est pris de «connecter la planète» et de faire bénéficier tous les pays des avantages des TIC, entre autres objectifs concrets.

Ce Sommet, d'une durée de trois jours, a été la première rencontre multipartenaires organisée pour définir en commun l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'optique d'un monde meilleur.

Le Sommet a également constitué un «champ d'opportunités» sans pareil pour favoriser les rencontres entre dirigeants, décideurs, représentants d'entreprises des TIC, représentants de toutes sortes d'associations de volontaires et d'organisations non gouvernementales, et spécialistes et orateurs éminents. Parallèlement aux séances plénières et aux tables rondes de haut niveau qui se sont tenues pendant les trois jours, près de 300 activités en liaison avec le Sommet ont contribué à ce que le rêve d'une société de l'information inclusive devienne pour ainsi dire réalité.



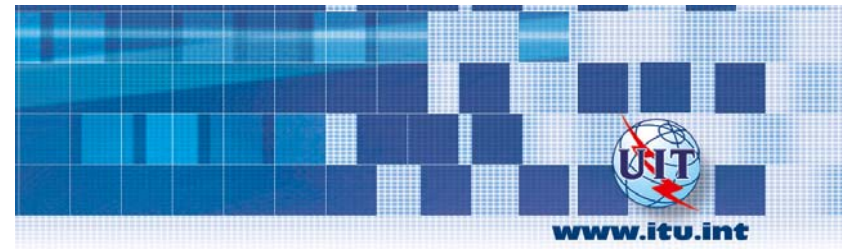
S'agissant des annonces de partenariat, l'Administration des Etats-Unis a notamment accordé une subvention de 400 000 USD pour le développement des TIC dans des pays à faible revenu. Cisco et l'UIT ont en outre signé un Mémoire d'accord en vue de mettre en place 20 nouveaux centres de formation à l'Internet dans des pays en développement. D'autre part, Hewlett-Packard fournira des produits à bas prix qui aideront à surmonter les obstacles à l'accès aux TIC que crée l'analphabétisme. Il sera ainsi possible de transmettre des textes manuscrits par courrier électronique. Microsoft, en collaboration avec le PNUD, fournira un programme d'un milliard USD échelonné sur 5 ans pour former aux TIC les communautés mal desservies. Une initiative novatrice destinée à réduire la fracture numérique est annoncée: le projet de poste électronique du Bhoutan. Afin d'assurer une communication plus rapide, économique et fiable avec les zones montagneuses du Bhoutan, le gouvernement indien fournira au service postal bhoutanais des services de poste électronique grâce à un réseau de microstations et à un système d'alimentation en énergie par panneaux solaires d'un coût de 400 000 USD. Participeront à ce projet l'UIT, les



3 de 4

télécommunications et la poste bhoutanaises, WorldSpace et Encore India. A la clôture même du Sommet, les villes de Genève et Lyon ainsi que le gouvernement sénégalais ont annoncé des contributions d'un montant total de 1 million EUR destinées à financer les technologies de l'information dans les pays en développement. Ces contributions représenteront les trois premiers versements au Fonds de solidarité numérique dont la création est envisagée pour la deuxième phase du Sommet mondial, qui sera tenue en 2005 à Tunis.

Le Sommet a clairement cerné les cyberstratégies nationales qui sont essentielles à la poursuite de ces objectifs. Connecter les lieux publics, revoir les programmes scolaires, étendre la portée des services de radiodiffusion sonore et télévisuelle et favoriser un riche contenu multilingue sont autant de mesures dont on reconnaît qu'elles appellent de la part des Etats des engagements poussés au plan national. Pour encourager et aider dans ce sens les gouvernements et les administrations locales, le Sommet prévoit également



l'élaboration d'indicateurs statistiques internationaux qui servent de repères sur la voie du progrès, un échange de données d'expérience qui aident à établir les «meilleures pratiques» comme modèles et la mise en place au plan international de partenariats secteur public/secteur privé au service d'un développement durable des TIC.

La gouvernance de l'Internet et le financement des investissements TIC dans les pays mal desservis ont été deux des questions qui ont suscité de longues négociations. Sur le point de la gestion de l'Internet, on a souligné la nécessité pour toutes les parties prenantes et les organisations intergouvernementales d'intervenir afin de régler les questions aussi bien techniques que de politique publique, même s'il est prévu que la gouvernance de l'Internet à l'échelle mondiale doit faire l'objet de discussions plus poussées avant la phase de Tunis en 2005. Un Groupe de travail ouvert à la participation de toutes les parties sera créé sur ce sujet afin d'examiner et de formuler des propositions d'action d'ici le Sommet de 2005.

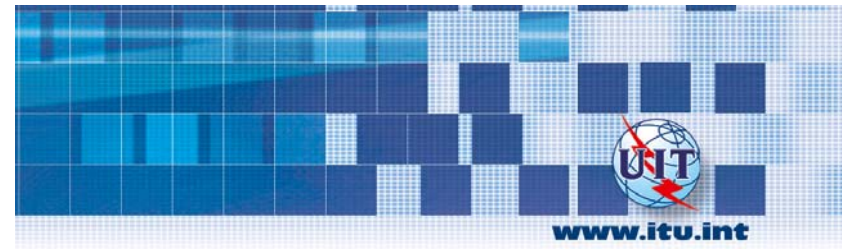


4 de 4

De même, pour ce qui est du financement des pays mal desservis, un groupe d'études sera créé pour procéder à un examen des mécanismes actuels de financement des TIC et à une étude des modalités de la mise en place d'un Fonds volontaire international de solidarité numérique.

S'agissant des droits de propriété intellectuelle et du besoin pour accélérer l'adoption et l'utilisation des TIC d'assurer des environnements propices, d'élaborer des politiques d'accès universel et de créer un contenu multilingue varié et culturellement adapté – particulièrement dans les pays les plus mal desservis de la planète – on a réussi à appliquer un ensemble de valeurs et de principes communs.

«La mise en œuvre du Plan d'action est d'une importance cruciale pour le succès à long terme du Sommet. Nous



avons besoin d'imagination et de créativité pour élaborer des projets et des programmes qui puissent véritablement donner des résultats. Nous avons besoin d'engagements – de la part des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile – à l'égard d'objectifs réalistes et de mesures concrètes. Nous avons besoin de mobiliser des ressources et des investissements», a dit Yoshio Utsumi.

«Grâce à l'occasion sans pareille que nous offre un Sommet mondial, il nous est donné de faire valoir nos ambitions au niveau mondial, le niveau auquel se pose le problème. Ne manquons pas cette opportunité».

La Déclaration de principes et un Plan d'action peuvent être consultés à: <http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>